

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
-----  
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
-----  
LE CABINET  
-----

**ALLOCUTION DE MONSIEUR LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES  
FINANCES,**

**OBJET : FINANCEMENT DU PROGRAMME SPECIAL D'URGENCE :  
TABLE RONDE DES BAILLEURS DE FONDS DU MONDE ARABE**

Hôtel TIAMA-Plateau, Abidjan (Côte d'Ivoire),  
du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2008

**Monsieur le Premier Ministre,**

**Monsieur le Ministre d'État, Ministre du Plan et Développement,**

**Monsieur le Représentant de la Banque Islamique de  
Développement,**

**Monsieur le Représentant de la Banque Arabe pour le  
Développement Économique de l'Afrique,**

**Monsieur le Représentant du Fonds de l'Organisation des Pays  
Exportateurs de Pétrole,**

**Monsieur le Représentant du Fonds Koweïtien de Développement,**

**Monsieur le Représentant du Fonds Saoudien de Développement,**

**Chers Collègues Ministres,**

**Honorables Invités,**

**Mesdames et Monsieur**

C'est un honneur pour moi, de prendre la parole ce matin, à l'occasion de cette table ronde, consacrée au financement du Programme Spécial d'Urgence.

A cette occasion, il me plaît de souhaiter la bienvenue à nos illustres invités, dont la présence massive témoigne encore une fois, de l'intérêt constant qu'ils accordent à notre pays.

Mes salutations s'adressent également à l'ensemble de nos partenaires, qui nous accompagnent dans cette sortie de crise et surtout dans la préparation de la relance économique post conflit.

Cette réunion est très importante pour le Gouvernement ivoirien, dans la mesure où la coopération avec les partenaires du Monde Arabe, constitue l'un des axes majeurs dans les relations économiques et financières de la Côte d'Ivoire.

En effet, cette coopération financière « Côte d'Ivoire-pays Arabes » remonte à l'année 1996. A ce jour, elle a permis à notre pays de bénéficier de 32 accords de Financement, pour une somme totale de 161 milliards FCFA, soit environ 362 millions dollars US.

Ces prêts ont été accordés à taux préférentiels, variant entre 1% et 3%, sur une durée partant de 12 à 30 ans, ce qui leur confère un caractère concessionnel.

## **Mesdames et Messieurs,**

La crise qu'a connue la Côte d'Ivoire depuis 2002, a fortement contribué à la dégradation des infrastructures sociales de base, notamment dans les zones centre, nord et ouest.

C'est pourquoi, dans la perspective d'une sortie de crise réussie, il a été inscrit, au titre des programmes de sortie de crise, un **programme spécial de réhabilitation des infrastructures**, appelé « **Programme Spécial d'Urgence** ».

Celui-ci- devrait permettre de mettre à la disposition des populations, les installations nécessaires pour maintenir un niveau minimum de vie acceptable.

Ainsi, en dépit des fortes contraintes budgétaires et des tensions de trésorerie, l'État de Côte d'Ivoire a prévu une dotation de 3 milliards FCFA, soit environ 6,74 millions dollar US, pour le financement de ce programme, en 2008.

L'Etat a également donné l'impulsion nécessaire aux autres volets du programme de sortie de crise, en procédant au décaissement effectif d'environ **60 milliards de F CFA**.

Ainsi, à ce jour, l'avance de l'Opérateur Technique pour l'identification en vue des élections, **de 22 milliards de F CFA**, a été intégralement payée.

En outre, ces décaissements sur ressources propres ont permis le déroulement des audiences foraines, le démarrage du redéploiement de l'Administration, la mise en œuvre en partie des actions de la Commission Electorale Indépendante, le paiement des diverses primes militaires et le démarrage du regroupement et du désarmement.

Comme on constate, le processus de sortie de crise connaît des avancées notables et amorce la préparation des élections.

C'est pourquoi, il devient urgent d'entamer le Programme Spécial d'Urgence, afin de coupler la sortie de crise et la mise à disposition des populations, des infrastructures sociales de base, répondant à leurs besoins.

Aussi, en appui aux efforts de l'Etat, voudrais-je me tourner vers vous, pour solliciter encore une fois, votre concours pour trouver une solution, à ce volet important du programme de sortie de crise.

**Chers partenaires,**

Je ne doute point que votre engagement aux côtés des autorités ivoiriennes se traduira par un soutien rapidement mobilisable, pour le démarrage effectif de ce programme.

C'est sur ces mots que je voudrais clore mon propos, en vous réitérant mes remerciements.

Vive la Côte d'Ivoire, pour que vive la coopération ivoiro-arabe.

**Merci de votre aimable attention.**

**DIBY KOFFI Charles**